

Macédoine

Elections présidentielles

Christophe Chiclet

Les 31 octobre et 14 novembre 1999, 1,6 million de citoyens macédoniens étaient appelés à élire leur nouveau président de la République. L'explosion du Kosovo voisin a eu de fortes répercussions sur ce scrutin. L'écart minime entre les deux candidats, les fraudes importantes, les prodromes d'affrontement interethniques, fragilisent un Etat au bord de l'implosion. Le pouvoir en place a «sauvé sa peau» de justesse.

Lors de la désintégration de la Yougoslavie en 1991, la Macédoine a été la seule à tirer son épingle du jeu. Sous la direction de son président, Kiro Gligorov, surnommé le «renard argenté des Balkans» pour sa ruse diplomatico-politique et sa chevelure poivre et sel, la nouvelle République a su éviter la guerre. L'armée yougoslave a quitté le pays sans tirer un coup de feu. Alors que les nationalistes croates, serbes et bosniaques se livraient à une épuration ethnique à grande échelle, la Macédoine restait un havre de paix et de coexistence interethnique.

Carrefour et ventre mou du cône sud des Balkans, la Macédoine est fragilisée par les appétits de ses voisins. Athènes, Belgrade, Sofia et Tirana ont regardé ou regardent ce pays comme une possible proie. Dès 1992, la Grèce bloque la reconnaissance internationale du pays. En 1994-95, elle lui impose même un blocus économique. Par ailleurs, la Macédoine est victime de l'embargo occidental contre la Serbie en 1992-95 et depuis 1999. En effet, Belgrade était le premier débouché de la production macédonienne. Ce double ostracisme entraîne Skopje dans la spirale infernale de l'économie grise, voir mafieuse. L'ancienne nomenklatura titiste se reconvertit aux joies de l'économie de marché. Rebaptisés sociaux-démocrates, les anciens communistes contrôlent politiquement et économiquement le pays. L'Alliance sociale-démocrate de Macédoine (ASDM) partage le gâteau avec ses alliés albanais modérés du Parti de la prospérité démocratique (PPD).

Un pays fragilisé

Peuplée de 2 millions d'habitants, la Macédoine est une mosaïque de peuples. Les Macédoniens sont majoritaires à plus de 60%, les Albanais, concentrés dans l'Ouest du pays, sont environ 30% et il existe des minorités plus petites : tzigane, turque, serbe et valaque. Chaque minorité dispose de droits constitutionnels : accès à la culture, à l'éducation, aux médias publics. Elle dispose aussi de libertés politiques. Chaque minorité à son ou ses partis politiques. Albanais et Tziganes ont des députés.

Suivant les vœux du président Gligorov, les Albanais sont associés au pouvoir. Ils ont des ministres et des vice-ministres et de nombreux ambassadeurs de Macédoine sont d'origine albanaise. Mais tout comme les Chypriotes turcs, les Albano-Macédoniens sont gourmands. Ils réclament des droits, mais sans devoirs. Etant 30%, ils veulent la moitié du pouvoir à égalité avec les Macédoniens, oubliant au passage les autres minorités.

Dès mars 1991, huit mois avant l'indépendance du pays, les Albanais boycottent le recensement de la population. Ils déclareront par la suite qu'ils représentent 40% de la population. En janvier 1992, ils organisent unilatéralement un référendum sur l'autonomie de l'Ouest du pays. En novembre de la même année, les premiers troubles interethniques font quatre morts. Un an plus tard, un premier groupe paramilitaire clandestin albanaise est démantelé par la police. En 1994, les militants adeptes du séparatisme et du panalbanisme quittent le PPD pour fonder une formation dissidente qui deviendra le Parti démocratique albanaise (PDA). En février 1995, ils fondent une université illégale dans la ville de Tetovo, mettant en place petit à petit une sorte d'apartheid. En juillet 1997, de violentes manifestations secouent Tetovo et Gostivar. Enfin, de décembre 1997 à juillet 1998, l'UÇK (Armée de libération du Kosovo) commet plusieurs attentats en Macédoine. La cellule albano-macédonienne de l'UÇK est démantelée par la police de Skopje en septembre 1998.

Outre le durcissement de la minorité albanaise, aiguillonnée par Tirana et par les extrémistes kosovars, les mafias prennent le contrôle d'une partie de l'économie. A noter d'ailleurs que grâce à l'aide des travailleurs albano-macédoniens immigrés en Suisse et en Allemagne et au trafic de drogue, la Macédoine occidentale est devenue autonome économiquement. Ainsi les régions albanophones, autrefois très pauvres, connaissent aujourd'hui un véritable boom économique.

A l'époque de la Yougoslavie, aucune frontière ni barrière ne séparait les Albanais du Kosovo et de Macédoine. Membres du groupe Guègue¹,

ils sont liés claniquement et familialement. Par ailleurs l'intelligentsia albanico-macédonienne s'est formée à Pristhina quand le Kosovo était autonome, de 1974 à 1989. Ainsi, lors des premiers combats au Kosovo en février 1998, les Albanais de Tetovo ont manifesté dans les rues leur soutien à leurs frères de la province voisine.

Politiquement, les séparatistes du PDA ont grignoté les positions du PPD. Aux municipales de novembre et décembre 1996, ils ont emporté les grandes villes de la Macédoine occidentale. Le gouvernement social-démocrate voyait donc ses alliés du PPD en perte de vitesse. Aux commandes depuis 1991, cette coalition subit l'usure du pouvoir, d'autant qu'elle a perdu le soutien du Parti libéral démocrate (PLD) dirigé par des ex-communistes reconvertis dans le capitalisme sauvage. Ainsi, aux élections législatives des 18 octobre et 1er novembre 1998, la coalition au pouvoir est battue. La VMRO (Organisation révolutionnaire intérieure macédonienne), héritière du parti nationaliste historique qui a combattu les Ottomans, arrive en tête avec 49 élus. Son allié, le petit parti Alternative Démocratique fondé le 21 mars 1998, obtient 13 sièges. Cette nouvelle formation est dirigée par Vasil Tupurkovski, un des derniers membres de la direction collégiale yougoslave. Longtemps installé aux Etats-Unis, il donnait l'image d'un moderniste qui ne s'est pas sali les mains puisqu'il n'a pas gouverné. Arrivé au pouvoir, il va détruire cette belle mais fautive image en un temps record. Quant aux partis albanais, ils font quasiment jeu égal : 14 députés PPD, 11 PDA.

Un gouvernement d'incapables

Le 30 novembre 1998, les vainqueurs forment le nouveau gouvernement dans l'euphorie de l'alternance. Pour l'Occident et les pays voisins, la Macédoine tourne enfin la page du crypto-communisme. Ljupcho Georgievski, le jeune dirigeant de la VMRO, devient Premier ministre d'un cabinet de coalition. Mais cette dernière ressemble au mariage de la carpe et du lapin. Les séparatistes albanais du PDA s'entendent avec les nationalistes macédoniens de la VMRO et les néo-libéraux de l'AD. Un tel attelage n'allait pas tarder à connaître des ratés, aggravés par la crise kosovare.

Le 6 février, le nouveau gouvernement accorde une large amnistie. Derrière ce geste de clémence, se cache en réalité un gage donné au PDA. En effet, la cellule terroriste albanico-macédonienne de l'UÇK bénéficie de cet élargissement. Par ailleurs, les deux services de renseignement qui traquaient ces terroristes sont purgés à tous les échelons. Le nouveau

pouvoir se lance dans une gigantesque chasse aux sorcières, chassant de l'ensemble de la fonction publique tous les sociaux-démocrates avérés ou supposés.

Au niveau de la politique extérieure, la première erreur est encore plus rapide. Le 27 janvier, la Macédoine reconnaît Taïwan. Avec le Vatican, c'est le seul pays d'Europe à avoir pris une telle initiative. La réaction de la Chine ne se fait pas attendre. Elle rompt ses relations diplomatiques et met son veto au Conseil de sécurité de l'ONU sur la prolongation du mandat des casques bleus qui surveillent la frontière serbo-macédonienne depuis juillet 1993. Cet épisode est intervenu au moment où le Kosovo explosait après l'échec de la conférence de Rambouillet. Ce flou diplomatico-militaire a permis à la Serbie de kidnapper trois soldats américains à la frontière serbo-macédonienne le 31 mars 1999 ; ces hommes n'étaient plus casques bleus et pas encore K-For (Kosovo-Force de l'OTAN, sous l'égide de l'ONU).

Ces bien étranges chinoiseries sont dues à Vasil Tupurkovski. Sa sœur, directrice d'une société canadienne bien implantée en Extrême-Orient, a réussi à faire financer la campagne électorale de son frère par Taïpeh. Bref, pour des raisons de basse politique, voire d'enrichissement personnel, un pays très fragile, pris dans la tourmente du premier grand conflit international en Europe depuis la Deuxième Guerre mondiale² a commis une erreur diplomatique énorme.

En revanche, le rapprochement avec le frère ennemi bulgare est l'œuvre de Ljupcho Georgievski et de Dosta Dimovska. Cette dernière, vice-Premier ministre, numéro deux de la VMRO et responsable des cadres au sein de ce parti, est ouvertement pro-bulgare. Or, si le sentiment national macédonien a été pro-bulgare jusqu'à la Première Guerre mondiale, il s'est émancipé de la tutelle de Sofia dans l'entre-deux-guerres et surtout après la Deuxième Guerre mondiale. Une majorité de Macédoniens «macédonistes» voient donc la Bulgarie comme une «ex-mère patrie» devenue une marâtre. D'autant qu'en 1915 et en 1941, Sofia, lié à l'Axe, a occupé une grande partie de la Macédoine, y commettant nombre d'exactions.

Le 22 février 1999, le Premier ministre macédonien et huit de ses ministres se rendent en grande pompe à Sofia. Ils soldent un contentieux vieux d'au moins 54 ans. La délégation macédonienne fait quasiment allégeance. En forme de remerciement, les Bulgares, qui n'en attendaient pas tant, réagissent en paysans madrés. Ils offrent comme gage «d'amitié indéfectible» 150 chars T55 et 150 canons, de la ferraille soviétique plus chère à entretenir qu'à laisser rouiller.

Ce rapprochement va froisser nombre de Macédoniens au nationalisme ombrageux, car fragile et jeune, qui n'apprécient guère les sollicitudes du grand frère bulgare. En effet, la Bulgarie fut le premier pays à reconnaître l'indépendance de la Macédoine le 16 janvier 1992, tout en refusant de reconnaître la Nation macédonienne.

Enfin, dernière erreur, et non des moindres, la gestion de la crise kosovare. Plus de deux ans avant le conflit, le président Gligorov avait demandé l'ouverture d'un couloir humanitaire pour faire transiter les réfugiés vers l'Albanie. En effet, il pensait à juste titre que l'économie macédonienne ne résisterait pas à un tel afflux et par ailleurs il craignait un déséquilibre démographique avec le renforcement quantitatif de la minorité albanaise. Or, le nouveau gouvernement n'a pas retenu cette idée et le pays s'est retrouvé submergé par plus de 200.000 réfugiés dans les premiers jours de mai 1999. C'est dans l'urgence qu'un couloir a été ouvert le 5 mai. Par ailleurs, quelques milliers de membre de l'UÇK se sont faufiletés parmi les réfugiés et la police macédonienne a découvert plusieurs tonnes d'armement. Ainsi, pendant un mois et demi, les autorités ont parqué les réfugiés dans des cloaques, s'aliénant l'opinion publique internationale.

Pro-occidentale, la Macédoine a servi dès 1993 de base avancée aux premiers casques bleus (américains et scandinaves), aux observateurs de l'OSCE début 1999, puis aux forces de la K-For. Pour la population, ces forces la protégeaient des appétits des voisins. Mais la violence des frappes de l'OTAN depuis le 24 mars et la politique du nouveau gouvernement, qui a transformé le pays en un protectorat du Pacte atlantique, ont fait basculer l'opinion publique. La minorité serbe, soutenue par les Macédoniens a violemment manifesté contre l'OTAN et les Etats-Unis les 26 et 29 mars. Ainsi, d'un côté, les Macédoniens, avec les minorités serbe et rom, dénoncent cette guerre, de l'autre côté le PDA demande une offensive terrestre. Enfin, après le cessez-le-feu au Kosovo, le 10 juin, et l'entrée de la K-For dans la province, le Premier ministre Georgievski a reçu en grande pompe Hashim Thaçi, le président autoproclamé du gouvernement de l'UÇK.

Donc, pour une grande partie de l'opinion publique macédonienne, la VMRO s'est alliée avec les deux ennemis du pays, ceux-là mêmes qui s'étaient partagé le pays de 1941 à 1944 (Albanie, Bulgarie). L'accord passé entre la VMRO et l'AD au sujet des élections présidentielles a donc dû être revu. Lors des législatives de 1998, la VMRO s'était réservé le gouvernement, laissant la présidence à Vasil Tupurkovski de l'AD.

Craignant un grave revers électoral, la VMRO n'a finalement pas soute-

nu la candidature de Tupurkovski et a présenté son propre candidat, l'évangéliste Boris Trajkovski, vice-ministre des Affaires étrangères. C'est donc le candidat de l'ASDM qui est arrivé largement en tête au premier tour avec 33% des voix, le 31 octobre. La VMRO est arrivée deuxième avec 21%. Quant à Tupurkovski, le président virtuel, il a été éliminé avec ses 15%. Quant aux Albanais du PDA qui ont fait campagne pour la reconnaissance de l'indépendance du Kosovo et la confédéralisation du pays, ils ont obtenu 15%.

Au deuxième tour, les extrémistes albanais ont fait campagne pour la VMRO et, dans les circonscriptions où ils sont majoritaires, ils ont bourré les urnes au profit de Trajkovski. Ce dernier a été élu au deuxième tour, mais seulement avec 70.000 voix d'avance dans une atmosphère de fraude.

Ces élections montrent que désormais le pays est clairement coupé en deux. Les circonscriptions majoritairement macédonophones ont voté pour l'opposition, les albanophones pour le gouvernement. Le nouveau président doit donc sa victoire au PDA dont il est le prisonnier. Son leader, Arben Xhaféri, a aussitôt demandé des changements constitutionnels, les Albanais devenant un «peuple constitutif» ayant autant de pouvoir que la majorité, la langue albanaise devenant la seconde langue officielle du pays.

L'effet de contagion d'un Kosovo indépendant renforce donc les velléités séparatistes des Albano-Macédoniens, éloigne les Macédoniens des Occidentaux, les rapprochant de Belgrade. C'est aussi une nouvelle grande victoire des stratèges de l'OTAN qui viennent de créer les prodromes d'un nouveau conflit, conflit touchant inévitablement l'Albanie, la Grèce et la Bulgarie.

Christophe Chiclet

Notes :

1. Les Albanais sont divisés en deux groupes linguistiques : les Guègues dans l'Albanie septentrionale, le Kosovo et la Macédoine, et les Tosks en Albanie méridionale et dans l'Épire grecque jusqu'en 1944.

2. L'affaire de Chypre en 1974 a mis aux prises Turcs et Grecs ; la guerre de Bosnie a mobilisé des contingents de casques bleus. Dans l'affaire du Kosovo, c'est l'OTAN dans son ensemble qui a bombardé l'ensemble du territoire d'un pays.